

Plus de 40 ans de luttes
pour la justice sociale

petit lundi dans l'Outaouais

Bulletin hebdomadaire des groupes membres
de la TROVEPO et du FPSO

Numéro du 9 novembre 2015

Rassemblement du coquelicot blanc

Le mercredi 11 novembre

10h45 – 11 h 15

Monument pour la paix
(Taché / St-Joseph)



Les victimes de la guerre comprennent certes, les militaires, mais également les femmes, les enfants, les personnes âgées, soit tout un ensemble de non-combattants. Le 11 novembre, commémorons toutes les victimes des guerres déclarées ou non. Tous et toutes sont les bienvenues.

Les **coquelicots blancs sont disponibles** chez les membres de la TROVEPO ainsi qu'au 115 boul. Sacré-Cœur à la TROVEPO.

Nouvelles de vendredi

Hamad renouvelle les protocoles de financement des groupes en DCD

Vendredi matin, le ministre Hamad annonce que les protocoles de financement des groupes en défense collective des droits ont été renouvelés pour une période de trois ans. La reconduction ne comporte aucune augmentation du financement de base des groupes.

Simultanément, le ministre dévoile une vaste consultation du public sur la manière que l'État doit mener la lutte à la pauvreté. A cet égard, rappelons que son gouvernement a déjà fermé les Conférence régionales des élus (l'organisme privilégié dans la lutte précédente à la pauvreté), s'est retiré des ententes avec la Fondation Chagnon, a confié la lutte à la pauvreté aux villes et aux MRC... Le document de la consultation publique en vue de la rédaction du 3^e plan de lutte à la pauvreté est en pièce-jointe. Voir les liens suivants pour d'autres informations :

<http://ici.radio-canada.ca/breve/33514/quebec-s-entend-avec-organismes-communautaires>

<http://www.fil->

information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&type=1&idArticle=2311065708



Réaction du RODCD

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) accueille avec soulagement l'annonce faite par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, monsieur Sam Hamad, à propos du renouvellement des ententes de financement des organismes communautaires. « *Nous constatons que la mobilisation sans précédent des groupes communautaires a bel et bien apporté des gains concrets pour la défense collective des droits, celui de la préservation de nos acquis* », déclare Caroline Toupin, porte-parole de la campagne « *Les droits, ça se défend* ». « *Pour nous, il est clair que sans cette importante mobilisation des derniers jours, nous serions encore dans l'incertitude quant à notre avenir, d'autant plus que lors de notre rencontre, le 2 novembre, le ministre Hamad ne nous donnait aucune assurance.* »

Soirée de film

Le commerce du sexe

Le *Commerce du sexe*, un film d'Ève Lamont (ONF/Rapide-Blanc). Avec Internet, le commerce du sexe s'est développé à l'échelle planétaire jusqu'à devenir aujourd'hui une véritable industrie. Mais à qui profite ce commerce qui fait du corps des femmes une marchandise exploitable à merci? Ce film nous propose une incursion dans un univers brutal où les principaux acteurs banalisent la portée de leurs actions, en réduisant l'exploitation sexuelle au rang d'une simple transaction. Le documentaire [Le commerce du sexe](#) version intégrale sera présenté en présence de la réalisatrice, suivie d'une discussion avec la participation du COCES (Collectif de l'Outaouais contre l'exploitation sexuelle), dans le cadre des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes.

**Mercredi 25 novembre
à 19h30**

à la **Salle Jean-Després**

25, rue Laurier (secteur de Hull).

Admission générale : Gratuit.

Bande annonce : https://www.onf.ca/film/commerce_du_sexe

De l'aide

Le Droit du 17 octobre

Vous n'avez pas besoin de lire *Le Droit* parce que vous lisez le *Petit lundi*. D'accord. Cependant, le RQACA est désespérément à la recherche d'une copie de la publicité sur l'action communautaire qui a été publiée dans *Le Droit* du 17 octobre 2015. Y a-t-il quelqu'un, ou un organisme, qui aurait encore une copie de cette édition du journal? Si oui, contactez le bureau du Petit lundi (Service à la clientèle) et on s'organisera pour le faire parvenir à notre regroupement national bien-aimé.

Nouvelle de la dernière minute : La TROCAO vient de demander au *Petit lundi* la même chose : Le Droit du 17 octobre. Et la TROCAO offre une bière à l'équipe de rédaction si on arrive à lui trouver une copie. Alors, en toute honnêteté – la première copie du Droit sera remise à la TROCAO et la deuxième à Norman Gilbert du RQACA.

En retard, mais il y a encore du temps!

Campagne concernant les changements touchant le partage du logement

Nous faisons aujourd'hui appel à votre solidarité envers les personnes assistées sociales qui ont subi des restrictions de la part du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Comme vous le savez peut-être, le MTESS a changé cette année plusieurs articles du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. La *Coalition pour l'accessibilité aux services dans les Centres locaux d'emploi (CASC)* lance une campagne de lettres / fax / courriel. Cette campagne, qui interpelle le ministre Sam Hamad, vise à obtenir le retrait du règlement concernant le partage de logements.

Courriel à envoyer ministre@mess.gouv.qc.ca

Depuis le 1er juillet 2015, les personnes qui vivent en colocation à 3 ou plus, ainsi que les parents prestataires qui ont au moins 2 enfants majeurs indépendants vivant avec eux ont vu leur prestation diminuée. Le MTESS considère que ces personnes tirent un profit du partage de logement quand celui-ci est tout simplement une stratégie de survie. Cette mesure est totalement injuste. Nous demandons son retrait immédiat.

Cinq (5) suivis

La grève / fermeture / suspension d'activités du communautaire

1. En pièce-joint, « Le 2-3 novembre, on ferme ! Dehors contre l'austérité ». Un bulletin sommaire, produit par les campagnes «Je tiens à ma communauté, je soutiens le communautaire» et «Les droits, ça se défend», de la mobilisation historique, sans précédent, jamais vu pour le mouvement communautaire. Historique? Pendant deux jours, 1431 organismes ont fermés leurs portes, ont fait la grève, ont interrompu leurs activités et ont participé à des actions organisées aux quatre coins du Québec ! Pour le pdf en ligne: <http://bit.ly/1Nvo5J7>
2. En pièce-joint également, deux revues de presse. Une version régionale modifiée et la revue nationale (en date du 5 novembre).
3. Un communiqué du RQACA qui félicite les organismes d'ACA ayant fermé leurs portes la semaine passée. On y apprend que le RQACA rencontrera un attaché de Philippe Couillard jeudi de cette semaine, une rencontre préparatoire à une éventuelle rencontre avec le Premier ministre. Le sujet de la rencontre : certes, le financement, mais également le lobbying et la réforme du droit associatif. **A noter** : une seule fois le mouvement d'action communautaire a rencontré un Premier ministre, soit Robert Bourassa en 1989. A suivre.
4. Un deuxième communiqué du RQACA qui rectifie certaines paroles trompeurs du ministre Sam Hamad concernant le financement des



organismes communautaires. « En réaction à la mobilisation historique du mouvement communautaire des 2 et 3 novembre derniers, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Sam Hamad a fait une déclaration des plus surprenantes. Celui-ci aurait déclaré que « les organismes communautaires sont suffisamment financés au Québec » et que l'augmentation annuelle de leur financement, environ 5 % depuis 10 ans, est plus élevée que la hausse des dépenses du gouvernement qui est autour de 4 % ». Du moins, c'est ce qui rapporté dans le Courrier parlementaire de mercredi 4 novembre dernier. » Toute la réaction du RQACA se trouve en pièce jointe.

5. L'ADDS nous envoie le constat suivant : « Comme vous l'avez peut-être remarqué, aucun média (sauf une phrase pour Rad-Can) n'a parlé de l'occupation du CISSSO organisé par des militantes et militants anticapitaliste dans le cadre de la « grève » du communautaire. » Les deux liens suivants documentent cette occupation. (Ils se trouvent également dans la revue de presse régionale.)

<https://www.youtube.com/watch?v=Wk0I0pyDSDU>

<https://www.youtube.com/watch?v=K8h19t0fCdo>

Formation

ACEF-Outaouais Cours sur le budget

Vos finances personnelles vous préoccupent? Vous avez de la difficulté à planifier des achats importants? Vous n'arrivez jamais à épargner? L'objectif du cours est de doter le participantE d'une méthode durable pour tenir un budget. En plus d'aborder des notions de base en finances personnelles (crédit, habitudes de consommation, droits et recours), ce cours vous permettra de gérer simplement et efficacement votre situation financière à court, moyen et long terme. Le cours se déroule sur deux soirées.

**Les mercredis 18 et 25 novembre 2015,
de 18h30 à 21h**

au 109 rue Wright (secteur Hull)

Coût : 45\$ par personne ou par couple faisant budget conjoint

Adhésion : 5\$ par personne

Inscription obligatoire par téléphone au 819 770-4911

ou par courriel à acefoutaouais@videotron.ca

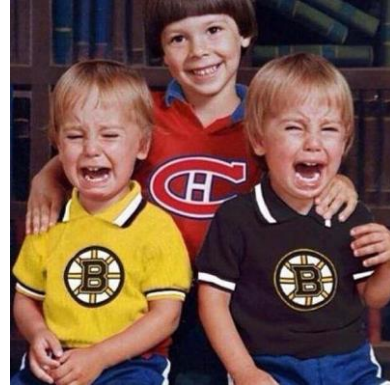
un nombre insuffisant d'inscriptions pourrait obliger l'annulation de l'activité.

Billet culturel

Downton Abbey: une émission plate!

Nous imaginons que l'émission a été plate. Mais nous espérons que vous n'avez pas écouté le match Bruins-Canadien qui s'est déroulé en même temps. Car, ça va mal pour les Bruins cette année...

Par ailleurs, les pourriels sur le sujet nous arrivent de gauche et de droite... surtout de la gauche...



Suivi de dossier

Un train à vapeur « Lac-des-Loups – Masham » ?

Le projet, révélé en exclusivité dans les pages du Petit lundi du mercredi 4 octobre, prend de l'ampleur. Voici les derniers développements.

Un petit problème soulevé : Une lectrice perspicace (qui habite en Suisse) note qu'il n'y a pas de rails qui relient Masham à Lac-des-Loups (ni, en toute logique, dans le sens inverse). Nous convenons que ça complique un peu les affaires.

De l'intérêt se manifeste : Nous avons reçu le courriel suivant d'un citoyen habitant Lac-des-Loups-Nord.

J'ai assez « d'entrain » pour participer au développement et surtout à l'amélioration du projet de train au Lac des Loups. Je trouve même que ce projet représente bien une attitude très ancrée des Québécois. Il manque carrément d'ambition.

Comme l'espace est libre faut en profiter. Seul le rêve peut mobiliser et combattre l'empathie. En temps et lieu on pourra prévoir une conférence de presse pour dévoiler un projet mobilisateur.

Confidentiellement (NDLR : Normalement, le *Petit lundi* ne révèle pas les confidences – il en fera une exception aujourd'hui) *L'entreprise Bombardier serait intéressée à examiner l'hypothèse d'une étude d'un avant-projet de mini TGV électrique sur rails surélevés tout à fait adapté à largeur du climat du Lac des Loups et à la rareté de cols bleus dans le secteur. Il est de plus en plus question d'une vitrine technologique subventionnée et aux qualités environnementales évidentes. La Caisse de dépôt serait partenaire d'Hydro Québec et du ministère de l'Industrie et des partenariats. Le lobby du pouvoir gris a même reçu un avis favorable pour que les aînés puissent utiliser le train gratuitement la nuit. Déjà on envisage des impacts significatifs : sur le table à dessins : un projet de gare ferroviaire multimodal (pédalo, canot, kayak, chaloupe, mini bus), une station de ski*

de fond et de planche à roulettes , une concession de Warwick Poutine En Tout Genre prévoit s'installer avec un concessionnaire d'autos bi-énergiques avec électricité et gomme de sapins. À suivre.

De toute évidence, ce n'est que les anciens membres du CE de la TROVEPO qui aspirent au CA du Conseil du patronat du Québec!

Ce ne sera pas la dernière fois que les lecteurs et lectrices du Petit lundi vont entendre parler de ce projet. D'ailleurs, c'est notre intention de bientôt interpeller le maire de La Pêche. Le *Petit lundi* vous tiendra au courant des développements dans ce dossier.

Ceci n'est pas le Petit lundi!

L'édition du 9 novembre

**URGENCE
LOGEMENT SOCIAL
ITINÉRANCE**

MANIFESTATION À OTTAWA

VENDREDI 20 NOVEMBRE PROCHAIN

D'ici la fin de l'année 2015, 25 000 logements sociaux perdront leurs subventions à long terme, dont 5200 au Québec. Les ménages touchés se retrouveront alors à payer beaucoup plus cher pour se loger, au détriment de leur santé, de leur alimentation et de leurs autres besoins essentiels. Déjà, au Canada 4 ménages locataires sur 10 paient trop cher pour se loger, soit plus de 30% de leur revenu.

Justin Trudeau et le Parti libéral du Canada se sont engagés, durant la campagne électorale, à prolonger les ententes de subventions à long terme. Il faut le faire dès maintenant, on ne peut pas se permettre d'attendre! Pour lutter contre l'itinérance, le gouvernement doit également s'engager rapidement à augmenter les investissements dans la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) tout en y favorisant la diversité des interventions. Nous avons besoin d'un plan d'infrastructures sociales qui mise sur la lutte à la pauvreté et qui permet de bâtir des solutions pour les années à venir. Au moins 2 milliards \$ par année sont nécessaires pour financer la construction de nouveaux logements sociaux, partout au Canada et, entre autres dans les communautés des Premières nations et sur le territoire inuit du Nunavik, où le manque est criant.

Le 20 novembre, Manifestation du FRAPRU et du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec à Ottawa et action au Bureau du Premier Ministre, Justin Trudeau.

Départ du Parc de la Confédération (Coin Laurier et Elgin) 20 novembre 2015, à 13h

Pour les participant(e)s de l'Outaouais Transport par autobus disponible

Pour les participant(e)s de l'Outaouais, deux autobus seront disponibles. Un autobus partira de Kogaluk et l'autre de l'immeuble de Mon Chez Nous situé au 18, rue Hamel dans le secteur de Gatineau. Ces autobus vont se rendre au Centre Père Arthur Guertin pour 12h. De là, les participant(e)s pourront dîner avec ceux et celles des autres régions du Québec avant d'aller manifester à Ottawa. Ces deux autobus pourront faire des arrêts là où les participant(e)s le souhaiteront. Pour ce faire, il s'agit de communiquer avec Josyane de Logemen'occupe AVANT LE MARDI 17 NOVEMBRE PROCHAIN. Le numéro de téléphone est le 819-246-6644 poste 0.